ASSEMBLÉE NATIONALE

17 octobre 2017

PLFSS POUR 2018 - (N° 269)

Adopté

AMENDEMENT

N º AS413

présenté par M. Véran, rapporteur général

ARTICLE 39

Rédiger ainsi cet article :

- « I A. Après la première phrase du premier alinéa de l'article L. 162-30-2 du code de la sécurité sociale, dans sa rédaction issue de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015, est insérée une phrase ainsi rédigée :
- « Les commissions et conférences médicales d'établissement donnent leur avis préalablement à la conclusion du contrat. »
- « I. Après le premier alinéa de l'article L. 162-30-4 du même code, dans sa rédaction issue de la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- « Le directeur général de l'agence régionale de santé peut, après avis de l'organisme local d'assurance maladie, allouer un intéressement à l'établissement, sous la forme d'une dotation du fonds d'intervention régional mentionné à l'article L. 1435-8 du code de la santé publique, en fonction des économies réalisées et du degré de réalisation de l'ensemble des objectifs fixés au contrat. »
- « II. Le présent article s'applique à l'évaluation des contrats ou avenants conclus à compter du 1^{er} janvier 2018 en application de l'article L. 162-30-2 dudit code, dans sa rédaction issue de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à associer les commissions et conférences médicales d'établissement à la conclusion des Contrat d'Amélioration de la Qualité et de l'Efficience des Soins. Cet avis est déjà prévu par l'arrêté définissant le contrat-type, mais il semble préférable qu'il soit consacré au niveau législatif.

Pour plus de clarté, cet amendement propose une rédaction différente, afin que cette précision soit insérée à l'article L. 163-30-2 du code de la sécurité sociale, relatif à la signature du CAQES, et non

ART. 39 N° **AS413**

pas à l'article L. 162-30-4, relatif aux sanctions. Pour que cette modification soit opérante, il faut amender la version du code de la sécurité sociale à venir au 1^{er} janvier 2018, et non pas la version en vigueur actuellement.